

**N° DP 24/197**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AUTORISATION D'OCCUPATION A TITRE GRATUIT AU PROFIT DU PARC NATIONAL DE PORT-CROS - DISPOSITIF DE COMPTAGE DE FREQUENTATION AU PORT DE PORQUEROLLES**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n°23/12/386 du 21 décembre 2023, relative aux redevances de stationnement et d'amarrage applicables sur le port de Porquerolles,

**VU** la demande, par courrier du 14 juin 2022, du Parc National de Port-Cros, représentée par M. Marc DUNCOMBE, son directeur,

**VU** le projet de convention annexé,

**CONSIDERANT** que le Parc National de Port-Cros (PNPC) a sollicité la Métropole TPM afin d'installer un dispositif de quantification de la fréquentation piétonne de l'île de Porquerolles sur le bâtiment de l'office de tourisme, situé sur le domaine public portuaire - Carré du port – Porquerolles - 83400 HYERES-LES-PALMIERS,

**CONSIDERANT** que cette demande s'inscrit dans la démarche de gestion du Parc National de Port-cros pour la maîtrise de la conservation du milieu naturel et du domaine public,

**CONSIDERANT** que le statut et l'activité exercés par le bénéficiaire présentent un caractère d'utilité publique,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'AUTORISER** le Parc National de Port-Cros à mettre en place un dispositif de comptage de fréquentation, sur la façade du bâtiment de l'office du tourisme situé sur le domaine public portuaire de Porquerolles, pour une durée de cinq ans et jusqu'au 31 décembre 2028 maximum.

### **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que la mise à disposition de l'espace destiné à recevoir le dispositif est estimée au tarif public « Tarifs d'outillage public et redevances de stationnement et d'amarrage du port de Porquerolles 2024 – Titre IV.1 Locaux » à 81,19 euros toutes taxes comprises.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que considérant l'intérêt public de l'action, cette mise à disposition est consentie gracieusement et qu'elle est donc sans incidence financière sur le budget des ports Métropolitains BA 15.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **08 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes that form a stylized representation of the name 'Jean-Pierre Giran'.

1000 0000 0000

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE  
GRATUIT AU PROFIT DU PARC NATIONAL DE PORT CROS**

**DISPOSITIF DE COMPTAGE DE FREQUENTATION  
AU PORT DE PORQUEROLLES  
- COMMUNE DE HYERES-LES-PALMIERS**

**ENTRE**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 I 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la décision du Président n°..... en date du .....

Ci-après dénommée « **la Métropole TPM** » ou « **l'Autorité Portuaire** »,

**D'UNE PART,**

**ET**

**Le Parc National de Port-Cros**, domiciliée 181, allée du Castel Sainte-Claire, BP 70220, 83406 Hyères Cedex, représenté par Monsieur Marc Duncombe, son directeur.

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,

**D'AUTRE PART**

**Exposé préalable :**

Le parc national de Port-Cros a sollicité la Métropole TPM pour l'installation d'un dispositif de comptage de la fréquentation de l'île de Porquerolles sur le bâtiment de l'Office de Tourisme situé sur le domaine public portuaire. Ce système a pour objet d'acquérir des données pour concourir à améliorer la gestion du territoire et notamment les espaces naturels gérés par le Parc national. La Métropole TPM s'engage à consentir une autorisation d'occupation temporaire pendant la durée de l'opération prévue sur une période de 5 ans.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## ARTICLE 1 - OBJET

Le **Parc National de Port-Cros** représenté par monsieur Marc Duncombe, son directeur, domicilié, 181 allée du Castel Sainte Claire Hyères 83400 est autorisé à installer sur le bâtiment de l'office de tourisme situé sur le domaine public portuaire de Porquerolles, selon plan joint :

- un dispositif de comptage aux seuls fins d'évaluation des flux de fréquentation.

Cette autorisation est délivrée dans le cadre de l'exploitation exclusive de l'activité susmentionnée. Toute autre forme d'occupation est proscrite.

La présente convention revêt un caractère essentiellement précaire et révocable, ce que le bénéficiaire reconnaît et accepte expressément.

## ARTICLE 2 - DUREE

La présente autorisation est conclue pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction au premier janvier de chaque année sans pouvoir excéder cinq (5) ans, soit du **1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2028 maximum**.

A échéance, cette convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite. Le bénéficiaire ne pourra en aucune manière se prévaloir d'un droit à son renouvellement et au maintien dans les lieux.

Toute demande de renouvellement doit obligatoirement faire l'objet d'un courrier adressé à la Métropole TPM, Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, au moins deux mois avant la date d'échéance de la présente convention.

## ARTICLE 3 - CLAUSES FINANCIERES

### 3-1) Montant de la redevance

L'occupation du domaine public n'est pas soumise à redevance, selon la décision du Président de la Métropole TPM, n° DP ..... du.....

### 3-2) Modalités de règlement

Sans objet.

## ARTICLE 4 – CONDITIONS D'OCCUPATION

### 4-1) Conditions générales

La présente autorisation ne confère, au bénéficiaire, aucun droit réel sur les installations que ce dernier pourrait être autorisé à réaliser sur le domaine public de la Métropole TPM, ni aucun droit au maintien dans les lieux, tel qu'il est prévu par la législation en matière de locaux d'habitation, professionnels, administratifs ou commerciaux, ni aucun droit à la propriété commerciale.

La présente autorisation régit la situation du bénéficiaire vis-à-vis du droit de la domanialité publique et ne vaut, en aucun cas, autorisation au titre d'autres législations.

La présente autorisation n'est délivrée que sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme, d'installations classées, d'agrément sanitaire, d'hygiène et de sécurité du travail, de police, ...

Le bénéficiaire doit veiller à se conformer aux lois et règlements applicables à l'intérieur des limites administratives du port, et particulièrement au code des transports, au règlement général d'exploitation des ports et au règlement particulier de police applicable au port de Porquerolles.

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement ou pour tout autre motif d'intérêt général, la Métropole TPM se réserve le droit de les faire exécuter où besoin est.

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre à aucune indemnité ni réduction pour pertes, dommages, troubles de la jouissance, préjudices commerciaux.

Le bénéficiaire ne peut, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du local mis à disposition. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception de la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnités.

#### 4-2) Conditions particulières

- Le dispositif sera fixé sur la façade de l'office intercommunal de tourisme Provence Méditerranée (site de Porquerolles).
- Ce dispositif consiste en une caméra couplée à un traitement informatique en direct permettant d'évaluer les flux de fréquentation.
- Les capteurs vidéo de dénombrement mis en place ne sont pas soumis à la réglementation CNIL ni de la RGPD. En effet, l'organe d'analyse logique et de comptage est directement embarqué sur le dispositif, et les flux captés sont exploités à la volée ou en local. Les seuls données stockées et envoyées sur les serveurs sont des données numériques chiffrées de comptage. Aucune sauvegarde d'images n'est réalisée.

#### 4-3) Etat des lieux, entretien et réparations

Un état des lieux contradictoire est dressé tant avant l'entrée en jouissance du bénéficiaire qu'à sa sortie des lieux. A défaut d'état des lieux, ceux-ci sont supposés être en bon état.

Le bénéficiaire prend les biens décrits à l'article 1er dans leur état au jour de son entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'occupation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre la Métropole TPM, ni réclamer aucune indemnité ou réduction du montant de la redevance domaniale pour quelle que cause que ce soit. En outre, le bénéficiaire n'est admis à formuler aucune réclamation au sujet de la consistance des biens (meubles et immeubles) qu'il est autorisé à occuper.

Le bénéficiaire supporte toutes les charges afférentes à la mise en place, la viabilité, l'entretien, la réparation, la mise aux normes nécessaires de l'installation.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter toutes inspections, tous contrôles, toute surveillance que la Métropole TPM jugera utile d'exercer.

L'Occupant répondra de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit de tiers. Il pourra être contraint par la Métropole TPM, qui se réserve le droit de faire visiter par ses agents, en présence de l'Occupant, les lieux attribués à effectuer tous travaux de remise en état nécessaires.

La Métropole TPM sera en charge, pendant toute la durée de l'occupation, de toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que locatives.

#### 4-4) Usage de l'occupation

La présente autorisation est strictement personnelle. Le bénéficiaire ne peut céder son droit d'exploiter le domaine public de la Métropole TPM sous peine de résiliation immédiate.

#### 4-5) Remise en état des lieux

En fin d'autorisation, pour quel que motif que ce soit, le bénéficiaire doit démolir les constructions, aménagements, installations... réalisés le cas échéant sur le domaine public de la Métropole à moins que cette dernière ne renonce expressément, en tout ou partie, à leur démolition.

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire doit restituer les lieux dans un état conforme à l'état des lieux dressé contradictoirement au moment de l'installation. En cas de différence entre l'état des lieux entrant et la réalité des lieux, à la fin de l'occupation, le bénéficiaire doit prendre en charge, techniquement et financièrement, la remise des lieux en leur état initial. Cette remise en état des lieux n'ouvre droit à aucune indemnisation à son profit.

A défaut pour le bénéficiaire de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de trois (3) mois à compter de l'expiration de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office par la Métropole TPM, aux frais et sous l'entière responsabilité du bénéficiaire.

## **ARTICLE 5 – ASSURANCES ET RESPONSABILITES**

Le bénéficiaire est responsable, pendant toute la durée de l'occupation, de tout dommage causé au domaine public de la Métropole TPM, aux usagers et/ou aux tiers.

La responsabilité de la Métropole TPM ne peut en aucun cas être recherchée pour quelle que cause que ce soit en cas de dommages causés aux constructions, aménagements et installations qui pourraient être réalisés par le bénéficiaire sur le domaine public. Il en est de même en cas de gêne apportée à leur exploitation, du fait de l'activité de service public exercée.

Le bénéficiaire est tenu de s'assurer contre tous risques mettant en cause sa responsabilité civile du fait de son occupation des lieux. La garantie à souscrire est illimitée pour les dommages corporels. La police de responsabilité civile doit impérativement comporter une clause de renonciation, de la part des assureurs, à tout recours contre la Métropole TPM.

Le bénéficiaire doit également souscrire, pour les ouvrages, constructions et installations qui le nécessitent et suivant leur nature, des assurances le garantissant contre les risques divers et notamment contre les risques d'incendie et de vandalisme.

Les polices souscrites doivent garantir la Métropole TPM contre le recours des tiers pour quel que motif que ce soit.

Le bénéficiaire doit, par ailleurs, prendre toutes les dispositions nécessaires pour résilier, en temps utile, les polices souscrites, de sorte que la Métropole TPM ne soit pas sollicitée pour assurer la continuité de ces contrats après l'expiration de la présente autorisation.

Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la capitainerie du port, au plus tard le premier jour d'occupation, les attestations d'assurance garantissant les risques ci-avant mentionnés.

## **ARTICLE 6 – IMPOTS ET FRAIS**

Le bénéficiaire supporte tous les impôts et taxes de toutes natures qui découleraient de l'occupation qu'il exerce sur la dépendance domaniale objet de la présente autorisation.

## **ARTICLE 7 – FIN ANTICIPEE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révoquée à tout moment, en totalité ou en partie, avant le terme fixé dans les conditions suivantes.

### **7-1) Résiliation à la demande du Bénéficiaire**

L'autorisation peut être résiliée à la demande du bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole TPM, sans aucune formalité judiciaire ni indemnité.

### **7-2) Abrogation de l'arrêté pour inexécution des clauses et conditions**



La présente autorisation peut être abrogée par la Métropole TPM en cas d'inexécution de l'une des clauses qu'elle contient et, notamment, en cas de :

- cession totale ou partielle de l'autorisation ;
- non usage des biens pendant une durée de six (6) mois consécutifs ;
- non respect d'une ou plusieurs prescriptions et/ou engagements particuliers ;
- occupation partielle ou totale des installations par un tiers.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

#### 7-3) Abrogation de l'arrêté pour motif d'intérêt général

La présente autorisation peut être abrogée à tout moment, totalement ou partiellement, par la Métropole TPM pour un motif d'intérêt général (notamment conservation et protection du domaine public, travaux de réaménagement du site, considération de police et d'ordre public, travaux d'intérêt portuaire...).

En pareille hypothèse, le bénéficiaire peut prétendre à une indemnité correspondant à son manque à gagner résultant de cette décision. Ce manque à gagner couvre la durée restant à courir jusqu'au terme initialement prévu de l'autorisation. Il est déterminé en fonction de la démonstration comptable et factuelle des résultats que le bénéficiaire pouvait espérer au regard notamment de ceux dégagés antérieurement (étant précisé qu'une attestation n'est pas une démonstration). Pour la fixation de cette indemnité, le bénéficiaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une indemnisation de la perte d'un potentiel fonds de commerce quand bien même celui-ci serait constitué. Il est convenu entre les parties que le montant de cette indemnité est plafonné à la somme de deux redevances annuelles.

L'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est exclusive du versement de toute autre indemnité.

#### 7-4) Fin de l'autorisation en cas de survenance d'éléments imprévisibles

Il est mis fin à la présente autorisation, de plein droit et sans préavis, par la Métropole TPM, avant son expiration dans les cas suivants :

- cas fortuit ou cas de force majeure ;
- dissolution de la société pour quelle que raison que ce soit.

En pareille hypothèse, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnisation du préjudice, quel qu'il soit, qui peut en résulter pour lui.

### **ARTICLE 8 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention seront de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

Toulon, le

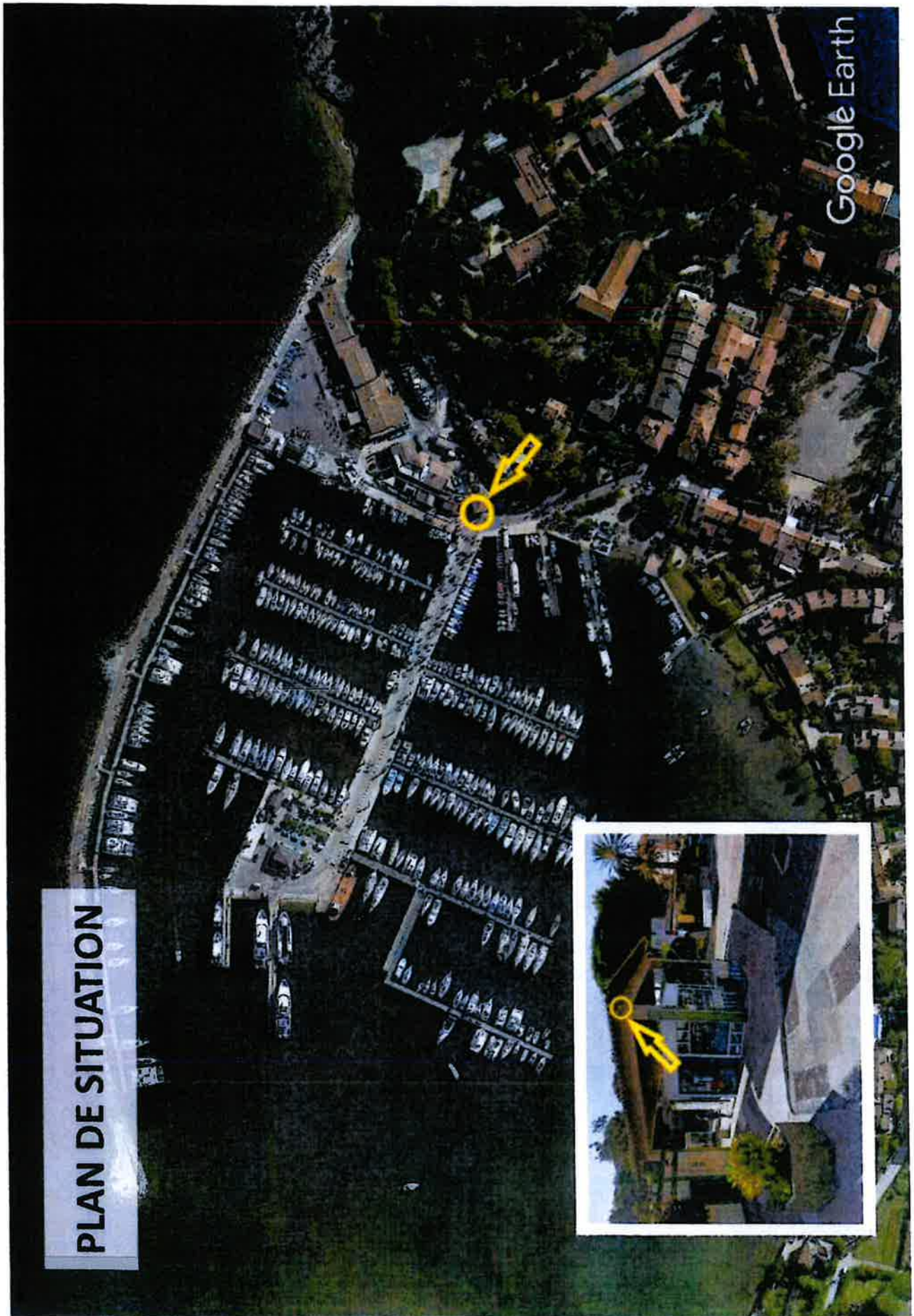
Le Directeur

Marc DUNCOMBE

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

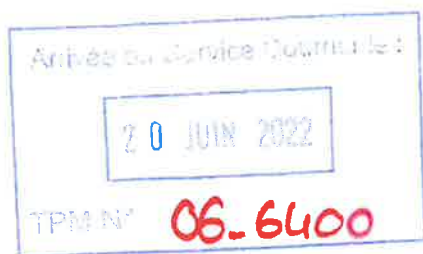
Jean - Pierre GIRAN

## PLAN DE SITUATION





Parc national  
de Port-Cros



**Objet**

Demande AOT pour caméra de comptage de la fréquentation de l'île de Porquerolles

**Monsieur le Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée**

Hôtel de la Métropole  
Capitainerie du Port de Porquerolles  
107 boulevard Henri Fabre – CS 30536  
83041 TOULON CEDEX 9

**Suivi par**

Stéphane Penverne  
Tel : 04.94.12.82.37 / 07.61.57.83.76  
stephane.penverne@portcros-parcnational.fr  
Réf : MD/SP/4084

**Date**

Hyères, le 14 juin 2022

Monsieur le Président,

Vous trouverez joint au présent courrier une demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine portuaire relative à la mise en place d'un dispositif de comptage de la fréquentation de l'île de Porquerolles à fixer sur le bâtiment du BIP.

Ce dispositif constitue un moyen d'acquisition d'une donnée précieuse qui doit concourir à l'amélioration de la gestion du territoire de l'île, notamment de ses espaces naturels gérés par le Parc national.

Il est par ailleurs envisageable de mettre à disposition de la métropole cette donnée qui de la même manière pourra potentiellement l'aider dans sa gestion.

Le Parc national est par ailleurs en contact avec l'Office du Tourisme pour qu'il lui assure l'alimentation électrique du dispositif.

Mes équipes se tiennent à votre disposition pour toutes précisions complémentaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur

*Très cordialement,*

Marc Duncombe



